



## Texto de la ponencia / Txostenaren testua

### **Christophe MIDOL-MONNET**

*Redactor jefe de Asuntos Europeos de EuroNews*

*Euronews-en Europako gaiet buruzko erredaktore burua*

Cette contribution a été complétée par une présentation video (6'30) des programmes européens de la chaîne (news, magazines, interviews) à partir d'une sélection d'images récemment diffusées.

### **Europe & médias: impressions de journaliste.**

#### **Le passé.**

EuroNews, mon employeur depuis près de 15 ans, est aujourd'hui la seule télévision d'information transnationale en Europe. Auparavant, j'ai travaillé pour des médias français auxquels je dois d'avoir appris mon métier. Je leur dois aussi une expérience déterminante pour forger ma conviction que des médias purement nationaux ne sauraient aujourd'hui suffire à la bonne information des citoyens européens.

C'était fin avril 1986 après le briefing quotidien de midi, dans la salle de presse de la Commission européenne à Bruxelles. Le moment d'un café avec mes collègues espagnols fraîchement nommés auprès des Institutions européennes. Fraîchement arrivé moi-même comme assistant du correspondant permanent d'une grande chaîne française, j'essuie soudain leurs quolibets amicaux: «Tu devrais demander des indemnités à ta chaîne pour te faire séjourner dans un pays qui n'a pas eu la chance comme la France d'être contourné par le nuage de Tchernobyl.» C'est en effet ce que les médias français s'évertuaient alors à répéter à leur public. Et impossible pour le jeune débutant que j'étais de convaincre ma rédaction à Paris du ridicule de cette histoire au-delà des Pyrénées et du Quiévrain.

Depuis lors, je n'ai plus considéré les médias de mon pays avec la confiance que j'aurais aimé avoir.

## **Le présent.**

Je couvre régulièrement depuis plusieurs années les sessions mensuelles du Parlement européen à Strasbourg. Un spectacle culminant sur 2 jours dont je ne me lasse pas: c'est à chaque fois l'occasion de vérifier qu'un espace public européen est non seulement possible, mais qu'il existe d'abord là, qu'il s'enrichit sans cesse et qu'il concerne de plus en plus les citoyens. Le problème d'EuroNews, c'est de devoir en rendre compte dans un format télévisuel très concis. Le problème des médias nationaux, c'est de devoir en rendre compte tout en conservant un point de vue national, le leur, celui de leurs élus, celui de leur public.

Edifiant à cet égard fut le débat en octobre 2006 sur la question basque. Tout le monde sait que c'est une question européenne depuis l'attribution du Prix Sakharov à Basta Ya en l'an 2000. Jamais, en tout cas, les couloirs de Strasbourg n'avaient grouillé d'une telle foule de consoeurs et de confrères espagnols venus tout spécialement couvrir cette session. Au dehors, des manifestants en béret réclamaient en chantant l'autodétermination, l'indépendance, la reconnaissance de leur identité. Devant le bâtiment du Parlement, non pas des forces de l'ordre, mais des contre-manifestants très pacifiques brandissant le drapeau espagnol. EuroNews a rendu compte de l'événement, sans prendre parti bien sûr, aussi vite que les médias espagnols et bien plus en détail que les médias des autres Etats membres.

Et moi, je suis resté avec mes questions. Pourquoi opposer drapeau basque et drapeau espagnol? Sans la menace terroriste, cette confrontation d'emblèmes aurait-elle eu lieu? Dans quel but vient-on montrer son drapeau devant une Institution européenne? Pourquoi Le Pen n'a-t-il jamais brandi le drapeau français au même endroit? Pourquoi Ségolène Royal a-t-elle voulu relancer la mode du drapeau français pendant la campagne présidentielle? Pourquoi les français semblent-ils plus préoccupés par l'autodétermination libanaise que par l'autodétermination basque? Pourquoi les polonais veulent-ils supprimer toute mention du drapeau européen dans le futur traité constitutionnel ? Merci pour vos lumières.

## **L'avenir.**

Au-delà d'une menace terroriste pour l'Europe, au-delà de la spécificité de la question basque, l'observateur européen que j'essaye d'être nourrit une certaine inquiétude face à la résurgence actuelle des affirmations nationales à travers le Vieux Continent. Derrière les drapeaux, doit-on voir les «identités meurtrières» si bien décrites par l'auteur libanais Amin Maalouf?

C'est un fait que, sous la pression du marketing politique et du poids croissant de l'information télévisuelle (mea culpa), les discours politiques résistent de moins en moins aux sirènes de la simplification et donc du repli national. Dans ces conditions, les dirigeants nationaux risquent eux-mêmes de se détourner encore plus de leur devoir d'expliquer l'Europe, d'en débattre face à leurs électeurs. Cela s'est vérifié lors de la récente campagne présidentielle française. Un candidat est même allé jusqu'à s'enorgueillir que la France n'ait pas inventé la Solution finale, au lieu d'admettre qu'elle y a honteusement participé. Et cela n'a pas même donné lieu à débat.

Il me semble que, face à cette tendance, les Institutions européennes ont une responsabilité particulière. Et pour faire face à cette responsabilité, le marketing et la simplification leur seront d'une utilité très accessoire.

La Commission européenne doit continuer inlassablement à favoriser l'émergence d'une véritable société civile européenne, par un soutien constant aux organisations et aux réseaux transnationaux qui en sont le système sanguin.

Le Parlement européen doit renforcer ses liens avec les parlements nationaux pour que les questions européennes restent au cœur du débat public dans chaque Etat membre.

Et EuroNews continuera bien sûr d'observer et de rendre compte de ces évolutions.

Christophe Midol-Monnet

Bilbao, le 31 mai 2007